

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

5 novembre 2020

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à la désignation d'un envoyé
spécial belge pour les droits de la femme et
de l'enfant**

(déposée par Mme Els Van Hoof)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

5 november 2020

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende een Belgisch
speciaal gezant voor vrouwen-
en kinderrechten**

(ingediend door mevrouw Els Van Hoof)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente résolution entend accroître la sensibilité de la politique étrangère belge à l'égard de deux groupes vulnérables de notre société à l'échelle mondiale: les femmes et les enfants. Les femmes, qui représentent 50 % de la population mondiale, ont davantage de difficultés à accéder à l'enseignement, aux soins de santé et au marché du travail, et sont moins représentées aux niveaux public et politique. Les enfants, qui représentent 35 % de la population mondiale, sont davantage confrontés à la précarité, à l'exploitation et aux négligences. Les enfants et les femmes sont en outre les victimes cachées de la crise du COVID-19. Pendant la crise du coronavirus, quelque 740 millions de jeunes filles n'ont pas pu se rendre à l'école (mars 2020, UNESCO). Selon les estimations, 20 millions d'adolescentes n'ont pas pu retourner à l'école lors de la réouverture. Dans les pays en développement, les filles sont données en mariage et vendues pour répondre aux besoins de base. Le nombre de grossesses d'adolescentes augmente. Nombre de ces jeunes filles ne reprennent jamais le chemin de l'école.

Aussi, l'intégration de la dimension du genre et une plus grande sensibilité à l'égard du rôle des enfants dans la politique étrangère sont-elles essentielles pour le développement durable, ainsi que pour la protection et la promotion des droits de la femme et de l'enfant dans le monde. Tous les acteurs de la politique étrangère belge doivent s'assurer, dans toutes leurs actions, de l'incidence de celles-ci sur la situation des enfants et des femmes. Afin de coordonner cette politique, il s'indique qu'un envoyé spécial pour les droits de la femme et de l'enfant vienne renforcer notre diplomatie.

Cet envoyé spécial diffusera les principes des droits de l'enfant et de la femme au niveau international et favorisera systématiquement les intérêts des enfants et des femmes dans la politique étrangère belge. Il accordera, à cet égard, une attention particulière à l'intersection des vulnérabilités spécifiques des filles: leur groupe est exposé à un risque accru d'exploitation en raison à la fois de leur jeune âge et de leur sexe. L'organisation *Plan International Belgique*, notamment, qui lutte pour l'égalité des chances pour les filles et le respect des droits de l'enfant, est favorable à la désignation d'un envoyé belge pour les droits de la femme et de l'enfant.

1. Les droits de la femme

La promotion des droits de la femme a enregistré d'importantes avancées au niveau international au cours des dernières décennies. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDAW) a été rédigée en 1979 et,

DAMES EN HEREN,

Deze resolutie wil het Belgisch buitenlands beleid gevoeliger maken voor twee kwetsbare groepen in samenlevingen wereldwijd: vrouwen en kinderen. Vrouwen, 50 % van de wereldpopulatie, krijgen moeilijker toegang tot onderwijs, gezondheidszorg, de arbeidsmarkt en zijn minder publiek en politiek vertegenwoordigd. Kinderen, 35 % van de wereldpopulatie, bevinden zich vaker in een situatie van armoede, uitbuiting en verwaarlozing. Kinderen en vrouwen zijn ook de verborgen slachtoffers van de COVID-19crisis. Tijdens de coronacrisis konden zo'n 740 miljoen meisjes niet naar school (maart 2020, UNESCO). Naar schatting konden 20 miljoen adolescente meisjes niet opnieuw naar school gaan bij heropening. In ontwikkelingslanden worden dochters uitgehuwelijkt en verkocht om in basisbehoeften te voorzien. Het aantal tienerzwangerschappen stijgt. Veel van die meisjes keren nooit terug naar school.

Een geïntegreerd genderperspectief en een scherpere focus op de rol van kinderen in het buitenlands beleid is dan ook essentieel voor duurzame ontwikkeling en de bescherming en bevordering van mondiale vrouwen- en kinderrechten. Alle actoren in het Belgisch buitenlands beleid moeten in al hun acties nagaan hoe deze de situatie van kinderen en vrouwen beïnvloeden. Om dit beleid te coördineren moet onze diplomatie worden versterkt met een speciale gezante voor vrouwen- en kinderrechten.

De speciale gezante draagt de principes van kinderen en vrouwenrechten internationaal uit en zet consistent de belangen van kinderen en vrouwen voorop in Belgisch buitenlands beleid. Hierbij geeft hij specifieke aandacht aan de intersectie tussen specifieke kwetsbaarheden van meisjes: zowel hun jonge leeftijd als hun geslacht maakt van hen een groep die een vergroot risico op uitbuiting loopt. Onder meer Plan International België, dat streeft naar gelijke kansen voor meisjes en respect voor kinderrechten, is voorstander van een Belgisch gezant voor vrouwen- en kinderrechten.

1. Vrouwenrechten

Voor de bevordering van vrouwenrechten zijn de laatste decennia belangrijke stappen gezet op internationaal niveau. In 1979 werd het Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen, CEDAW, opgesteld. Door het Facultatief Protocol van 6 oktober

conformément au protocole facultatif du 6 octobre 1999, les particuliers et les associations peuvent engager une procédure de plainte auprès du Comité CEDAW.

Il convient aussi de relever la grande importance des lignes directrices de la conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à Pékin en 1995. Le passage de l'attention pour les femmes et le sexe au concept de genre et à l'introduction d'actions en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes (*gender mainstreaming*) furent des éléments novateurs de la conférence de Pékin. Ce mouvement signifie que les droits de la femme doivent être structurellement pris en compte dans tous les aspects de la politique.

Le 31 octobre 2000, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, à l'unanimité, la résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité. Cette résolution demande de reconnaître le rôle des femmes dans la prévention et le règlement des conflits et dans la consolidation de la paix. Dix-neuf ans après l'adoption de ladite résolution, il apparaît toutefois que 95 % du personnel en uniforme dans les opérations de maintien de la paix sont toujours des hommes. En mars 2020, ONU Femmes a lancé l'initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix afin d'augmenter la participation des femmes.

La Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, également appelée "convention d'Istanbul" est un instrument important adopté par le Conseil de l'Europe en 2011. Cette convention est un document juridiquement contraignant par lequel toutes les parties à la convention s'engagent à lutter contre les violences sexuelles.

Grâce, notamment, à cet arsenal en matière de droits humains, le fossé global entre les hommes et les femmes se réduit d'année en année. Selon le rapport mondial sur les écarts entre les hommes et les femmes (*Global Gender Gap Report*)¹, qui calcule le fossé entre les hommes et les femmes dans différents domaines, 101 des 149 pays étudiés ont enregistré des avancées l'année dernière. Ce rapport pointe toutefois d'importantes différences régionales. Qui plus est, le fossé en matière de participation économique (58 %) et de participation politique (25 %) est loin d'être comblé. Les filles et les femmes subissent donc toujours des discriminations partout dans le monde et, ces dernières années, la promotion des droits de la femme a été vivement critiquée dans plusieurs pays. Par exemple, la Pologne et la Turquie envisagent de se retirer de la Convention d'Istanbul.

¹ www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2020.pdf.

1999 kunnen individuen of groepen een klachtenprocedure starten bij het CEDAW-Comité.

Zeer belangrijk zijn de krachtlijnen van de wereldvrouwenconferentie in Peking in 1995. Vernieuwend op de Pekingconferentie was de overstap van focus op vrouwen en geslacht naar het concept gender en de introductie van gendermainstreaming. Gendermainstreaming houdt in dat de rechten van vrouwen structureel moeten worden meegenomen in het gehele beleid.

Op 31 oktober 2000 werd in de VN-Veiligheidsraad de resolutie 1325 "Vrouwen, Vrede en Veiligheid" unaniem aangenomen. Deze resolutie vraagt de erkenning van de rol van vrouwen bij conflictpreventie, conflictbeheer en vredesopbouw. 19 jaar na resolutie 1325 blijkt echter dat nog steeds 95 % van het geüniformeerd personeel in vredesoperaties man is. VN-Vrouwen lanceerde maart 2020 het "*Elsie Initiative Fund for uniformed women in Peace operations*" om dit aantal te verhogen.

Een belangrijk instrument van de Raad van Europa uit 2011 is het Verdrag van de Raad van Europa inzake het voorkomen en bestrijden van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld, ofwel de Istanbul-conventie. Dit verdrag is een juridisch bindend document is dat alle verdragspartijen ertoe verbindt seksueel geweld te bestrijden.

Mede dankzij dit mensenrechteninstrumentarium wordt de globale genderkloof elk jaar kleiner. 101 van de 149 landen gingen vorig jaar vooruit in het Global Gender Gap Report¹, dat de kloof tussen mannen en vrouwen berekent in verschillende domeinen. Wel maakt het rapport duidelijk dat er grote regionale verschillen zijn. Ook is de kloof inzake economische participatie (58 %) en politieke participatie (25 %) nog lang niet gedicht. Meisjes en vrouwen wereldwijd ervaren dan ook nog steeds discriminatie en de laatste jaren ligt de promotie van vrouwenrechten in verschillende landen zelfs onder vuur. Zo overwegen Polen en Turkije om uit het Verdrag van Istanbul te stappen.

¹ www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2020.pdf.

Dans le monde, 70,7 % des filles vont à l'école, contre 89,5 % des garçons. Une femme sur trois est victime de violences fondées sur le genre. Aujourd'hui encore, 12 millions de filles se marient avant l'âge de 18 ans, et une fille sur neuf se marie avant l'âge de 15 ans dans les pays en développement. Toutes les heures, cinq femmes meurent des suites de violences domestiques et 49 pays n'ont pas de lois protégeant les filles et les femmes contre la violence domestique. Seulement 52 % des femmes mariées ou cohabitantes sont libres de prendre leurs propres décisions en matière de sexualité, de contraception et de soins de santé.

La pauvreté affecte aussi les femmes et les filles d'une manière disproportionnée. Les femmes et les filles passent deux à dix fois plus de temps que les hommes à effectuer un travail non rémunéré. Deux tiers des personnes vivant sous le seuil de pauvreté sont des femmes et les femmes doivent également surmonter des obstacles sur la voie d'une participation égale à la vie publique, politique et privée. Moins d'un quart des parlementaires sont des femmes et 16 % seulement des élus du monde entier sont des femmes.

2.1. *Les droits des femmes dans la politique étrangère de la Belgique*

Pour garantir les droits des femmes dans le monde entier, il convient de mettre l'accent sur l'égalité entre les femmes et les hommes en politique étrangère.

Le genre est un thème transversal inscrit dans la loi sur la coopération belge au développement du 19 mars 2013. Selon la note stratégique de 2016 intitulée "*Le genre dans la Coopération belge au développement*", la Belgique accorde une place centrale au genre dans sa politique de développement. Les quatre priorités retenues visent le rôle des femmes dans l'éducation et la prise de décision, les droits sexuels et reproductifs, la sécurité alimentaire et la lutte contre les violences fondées sur le genre.

La Belgique a également soutenu le projet *She Decides*, avec les Pays-Bas, initiateur de ce projet, et a lancé une conférence internationale pour la protection des droits sexuels et reproductifs des femmes. Le projet *She Decides* répond à la décision du président américain Trump de suspendre toutes les aides financières aux organisations étrangères qui militent dans le Sud pour un avortement sûr, les moyens de contraception et le planning familial.

70,7 % van de meisjes wereldwijd gaat naar school, tegenover 89,5 % van de jongens. Eén op drie vrouwen ondervindt geweld op basis van hun gender. Nog steeds twaalf miljoen meisjes trouwen voor de leeftijd van achttien jaar, één op negen in ontwikkelingslanden trouwt voor de leeftijd van vijftien jaar. Elk uur sterven vijf vrouwen door huiselijk geweld. 49 landen hebben geen wetten die meisjes en vrouwen beschermen tegen huiselijk geweld. Slechts 52 % van de getrouwde of samenwonende vrouwen is vrij om zelf beslissingen te nemen over hun seksualiteit, het gebruik van anticonceptie en gezondheidszorg.

Ook armoede heeft een disproportioneel effect op vrouwen en meisjes. Vrouwen en meisjes spenderen twee tot tien keer zoveel tijd aan onbetaald werk dan mannen. Twee derde van de mensen die onder de armoedegrens leven, zijn vrouwen. Ook ondervinden ze barrières aangaande gelijke participatie zowel in het publieke, politieke als private leven. Minder dan een kwart van alle parlementsleden zijn vrouw. Van alle verkozen politici wereldwijd is slechts 16 % vrouw.

2.1. *Vrouwenrechten in Belgisch Buitenlands Beleid*

Om vrouwenrechten wereldwijd te verzekeren is een scherpe focus op gendergelijkheid in het buitenlands beleid noodzakelijk.

Gender is als transversaal thema opgenomen in de Wet op de Belgische Ontwikkelingssamenwerking van 19 maart 2013. Door de Strategienota "Gender in de Belgische Ontwikkelingssamenwerking" uit 2016 zet België gender centraal in haar ontwikkelingsbeleid. De rol van vrouwen in onderwijs en besluitvorming, seksuele en reproductieve rechten, voedselveiligheid en de strijd tegen seksueel geweld vormen de vier prioriteiten.

Ook steunde België, samen met initiatiefnemer Nederland, *She Decides* en lanceerde het een internationale conferentie ter bescherming van seksuele en reproductieve rechten van vrouwen. *She Decides* was een antwoord op de beslissing van Amerikaans president Trump om alle financiële steun stop te zetten aan buitenlandse organisaties die zich in het Zuiden inzetten voor veilige abortus, voorbehoedsmiddelen en gezinsplanning.

Toutefois, ce qui fait défaut, c'est l'intégration systématique de la dimension du genre dans toutes les dimensions de la politique étrangère. Or, un nombre croissant de preuves scientifiques indique qu'une politique étrangère accordant une place importante à la dimension du genre rend le monde plus durable, plus sûr et plus prospère². L'ancrage de la dimension du genre dans les politiques garantit une prise de décision plus diverse et de meilleure qualité. En outre, les femmes ne sont pas les seules bénéficiaires de l'égalité des sexes. Les sociétés garantissant l'égalité entre les femmes et les hommes sont, dans l'ensemble, plus saines, plus sûres et plus fortes sur le plan économique. L'économie mondiale connaîtrait une croissance de plus de 140 000 milliards d'euros si les femmes gagnaient autant que les hommes. Si les femmes bénéficiaient des mêmes opportunités que les hommes, nous pourrions réduire la faim dans le monde de 17 %.

La Suède est exemplaire à cet égard. En 2014, la Suède a lancé sa "politique étrangère féministe", dont le point culminant a été la désignation d'une ambassadrice suédoise "pour une politique étrangère féministe" qui coordonne cette politique, le ministère des Affaires étrangères faisant ainsi de la promotion et de la protection des droits des femmes et des filles une priorité dans toutes ses actions. Pour chaque action, les acteurs de la politique étrangère suédoise doivent pouvoir démontrer comment ils améliorent les droits, la représentation et les ressources économiques des femmes (*Rights, Representation and Resources* ou "3R"). Un quatrième "R" a été ajouté à cette formule, initiale du mot "réalité" (*Reality*), et il est crucial. Lors de la mise en œuvre de la politique, une grande importance est accordée à l'acceptation par l'ensemble des services de politique étrangère: les collaborateurs jouent un rôle actif dans la concrétisation de toute politique attentive à la question du genre. Des outils pratiques tels que le manuel féministe de politique étrangère (*Feminist Foreign Policy Toolkit*) sont utilisés, mais des formations sont également dispensées et des groupes de travail spécifiques sont chargés de la question du genre. Près de 40 % des ambassadeurs suédois sont des femmes. Depuis la mise en place de cette politique, la part des programmes de l'agence suédoise pour le développement international (*Swedish International Development Agency*) consacrée à l'égalité des sexes est passée de 17 à 22 %.

Dans l'ensemble des États membres du Conseil de l'Europe, les femmes n'occupent en moyenne que 13 %

Waar het echter aan ontbreekt is een systematische integratie van de genderdimensie in alle aspecten van het buitenlands beleid. Er is toenemend wetenschappelijk bewijs dat een gendersensitief buitenlands beleid de wereld een duurzamer, veiliger en welvarender plaats maakt². Het verankeren van de genderdimensie in het beleid voor een meer diverse en betere besluitvorming. Gendergelijkheid is daarenboven niet een zaak die enkel vrouwen ten goede komt. Gendergelijke samenlevingen zijn in hun geheel gezonder, veiliger en economisch sterker. De wereldeconomie zou ruim 140 biljoen euro groter worden als vrouwen net zoveel zouden verdienen als mannen. Als vrouwen dezelfde kansen zouden krijgen als mannen, zouden we de honger in de wereld met 17 % kunnen verminderen.

Een goed voorbeeld in die zin is Zweden. In 2014 lanceerde Zweden haar "*feminist foreign policy*", met als sluitstuk een Zweedse "*Ambassador for Feminist Foreign Policy*", die het beleid coördineert. Hierdoor maakt het ministerie van Buitenlandse Zaken van de promotie en bescherming van de rechten van vrouwen en meisjes een prioriteit in al haar acties. De actoren in het Zweedse buitenlandbeleid moeten met elke actie kunnen aantonen hoe ze de rechten, representatie en economische middelen (3R's: *Rights, Representation and Resources*) voor vrouwen verbeteren. Cruciaal is de vierde R die eraan wordt toegevoegd: '*Reality*'. De focus bij de implementatie ligt zeer sterk op draagvlak bij alle diensten in het buitenlands beleid: medewerkers spelen een actieve rol in de invulling van het gendersensitieve beleid. Er worden praktische tools gebruikt zoals het "*Feminist Foreign Policy Toolkit*", maar er worden ook trainingen gegeven en specifieke taskforces opgericht rond gender. Zowat 40 % van de Zweedse ambassadeurs zijn vrouwen. Sinds de invoering van het beleid is het aandeel programma's van het "*Swedish International Development Agency*" dat gaat naar gendergelijkheid gestegen van 17 tot 22 %.

Het gemiddelde aantal vrouwelijke ambassadeurs van alle lidstaten van de Raad van Europa is slechts

² INTERNATIONAL PEACE INSTITUTE, *Reimagining peacemaking: women's roles in peace processes*, juin 2015, www.ipinst.org/wp-content/uploads/2015/06/IPI-E-pub-Reimagining-Peacemaking.pdf.

² INTERNATIONAL PEACE INSTITUTE, *Reimagining peacemaking: women's roles in peace processes*, juni 2015, www.ipinst.org/wp-content/uploads/2015/06/IPI-E-pub-Reimagining-Peacemaking.pdf.

des postes d'ambassadeur.³ En Belgique, les femmes n'occupaient que 10 % des postes diplomatiques de haut niveau en 2019.

2. Les droits de l'enfant

En 1989, la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant (ci-après la Convention relative aux droits de l'enfant) a formellement consacré les droits de toute personne de moins de 18 ans dans le monde entier. Cette Convention stipule que les enfants jouissent de droits égaux à ceux des adultes.

La Convention relative aux droits de l'enfant est à l'origine de plusieurs réalisations importantes. Elle a tout d'abord, en tant que moteur politique, renforcé la visibilité de la situation des enfants et donné lieu à l'élaboration de mécanismes internationaux spécifiques et de lois nationales sur les mariages d'enfants, sur le travail des enfants, etc.

Deuxièmement, la Convention garantit un meilleur monitoring et une meilleure collecte de données au niveau international, ce qui aide les autorités à suivre les progrès réalisés. Dans les rapports périodiques qu'elles sont tenues de présenter au Comité des droits de l'enfant des Nations unies, les autorités doivent démontrer les progrès qu'elles enregistrent en matière de droits de l'enfant.

Troisièmement, la Convention relative aux droits de l'enfant a opéré un changement de paradigme historique: alors que les enfants étaient dans le passé généralement perçus comme des "demi-personnes", des appendices subordonnés aux adultes, ils sont aujourd'hui considérés comme des personnes ayant leurs propres droits, comme des sujets de droit. Les enfants ont également leurs propres droits politiques et civils, ils jouissent du droit à la liberté d'expression, etc.

Durant les trente années qui ont suivi l'adoption de la Convention, la situation des enfants dans le monde s'est en moyenne considérablement améliorée⁴. Ainsi, la mortalité infantile est, au cours des trente dernières années, passée de 93 à 39 sur 1 000 bébés nés vivants. En 1989, 120 millions d'enfants étaient encore privés d'enseignement primaire, contre 64 millions en 2019.

Malgré cette amélioration globale, il subsiste d'importantes différences régionales et sociales et la situation de nombreux enfants reste précaire. À l'heure actuelle, des millions d'enfants sont malades, souffrent de la faim et sont privés d'éducation. On estime que le bien-être

13 %³. In België bekleedden vrouwen in 2019 slechts 10 % van de diplomatieke topposities.

2. Kinderrechten

In 1989 werd met het VN-Verdrag inzake de rechten van het kind (hierna Kinderrechtenverdrag) formele erkenning gegeven aan de rechten van iedere persoon onder 18 jaar wereldwijd. In het Kinderrechtenverdrag werd bepaald dat kinderen rechten hebben, gelijk aan deze van volwassenen.

Het Kinderrechtenverdrag heeft verschillende belangrijke verwezenlijkingen. Ten eerste maakte de conventie als beleidsaanjager de situatie van kinderen zichtbaarder en zorgde ze voor specifieke internationale mechanismen en nationale wetten inzake kindhuwelijken, kinderarbeid,...

Ten tweede zorgt het verdrag voor betere monitoring en dataverzameling op internationaal niveau, wat overheden helpt om vooruitgang op te sporen. In verplichte periodieke rapporten aan het VN-Kinderrechtencomité moeten overheden aantonen welke vooruitgang zij maken inzake kinderrechten.

De derde verwezenlijking is dat het Kinderrechtenverdrag een historische paradigmashift betekende: waar kinderen voorheen vooral bekeken werden als "halfmensen", aanhangsel van en ondergeschikt aan volwassenen, worden ze nu beschouwd als mensen met hun eigen rechten, een rechtssubject. Ook kinderen hebben hun eigen politieke en burgerlijke rechten, recht op vrijheid van meningsuiting, enz...

In de dertig jaar sinds de conventie is de situatie voor kinderen wereldwijd, gemiddeld bekeken, drastisch verbeterd⁴. De kindersterfte is in de laatste 30 jaar afgenomen van 93 op 1000 levend geboren baby's, tot 39 op 1000. Waar in 1989 nog 120 miljoen kinderen geen basisonderwijs genoten, is dat in 2019 verminderd tot 64 miljoen.

Ondanks de globale vooruitgang, zijn er grote regionale en sociale verschillen en is de situatie voor vele kinderen precar. Wereldwijd zijn nog altijd miljoenen kinderen ziek, hongerig en onopgeleid. Volgens schattingen worden bij nog zo'n 700 miljoen kinderen hun welzijn

³ rm.coe.int/analytical-report-data-2016-/1680751a3e.

⁴ reliefweb.int/report/world/second-revolution-thirty-years-child-rights-and-unfinished-agenda.

³ rm.coe.int/analytical-report-data-2016-/1680751a3e.

⁴ reliefweb.int/report/world/second-revolution-thirty-years-child-rights-and-unfinished-agenda.

et les droits socioéconomiques d'environ 700 millions d'enfants sont gravement bafoués. Chaque année, 5 millions d'enfants meurent encore de causes évitables. Le développement physique et mental de 150 millions de jeunes enfants est compromis à long terme par la malnutrition chronique. Aujourd'hui, 152 millions d'enfants travaillent encore dans le monde.

Les enfants – et en particulier les filles – qui vivent dans des zones de conflit sont extrêmement vulnérables. Quelque 100 000 enfants meurent chaque année des suites d'un conflit. La probabilité de voir travailler des enfants ou de voir des enfants effectuer un travail dangereux est bien plus élevée dans les pays touchés par un conflit armé (respectivement +77 % et +50 %). Les enfants sont par ailleurs les premiers touchés par le changement climatique et par les catastrophes et pénuries de matières premières qui en découlent. Plus de 99 % des décès attribués jusqu'à présent au changement climatique sont survenus dans des pays en développement, 80 % des victimes étant des enfants. Cinq cent millions d'enfants vivent dans des régions à haut risque d'inondation.

2.1. Les droits de l'enfant dans la politique étrangère belge

Notre pays a fait des droits de l'enfant une des priorités de sa politique étrangère. Ainsi, la Belgique a inscrit la question des enfants dans les conflits armés à l'ordre du jour du Conseil de sécurité des Nations unies pendant sa présidence, en février 2020.

En 2005, la promotion des droits de l'enfant est devenue le quatrième thème transversal de la coopération belge au développement, à côté de la dimension du genre, de l'environnement et de l'économie sociale. Depuis 2008, la note stratégique "Le Respect des Droits de l'Enfant" définit comment la Belgique aborde en pratique le thème transsectoriel des droits de l'enfant. Depuis la loi du 19 mars 2013 relative à la Coopération belge au Développement, les droits de l'enfant ne sont plus un thème transversal. Ils ont été intégrés sous la rubrique des droits humains dans la nouvelle catégorie de thèmes prioritaires.

Il s'agit d'un retour en arrière⁵. En plaçant les droits de l'enfant sous l'intitulé plus large des droits humains, nous risquons de voir la coopération belge au développement ne pas suffisamment les prendre en compte. Il est crucial d'élaborer dans tous les aspects de la politique étrangère une approche intégrée et spécifique des droits de l'enfant. Il faut accorder une attention particulière à

en socio-economische rechten ernstig geschonden. Elk jaar sterven nog 5 miljoen kinderen door vermijdbare oorzaken. De fysieke en mentale ontwikkeling van 150 miljoen jonge kinderen wordt op lange termijn belemmerd door chronische ondervoeding. Op dit moment is het totaal aantal kinderen dat arbeid verricht nog 152 miljoen.

Kinderen en voornamelijk meisjes in conflictsituaties zijn extra kwetsbaar. Zo'n 100 000 kinderen sterven jaarlijks aan conflict-gerelateerde oorzaken. In landen waar gewapende conflicten gaande zijn, is de kans 77 % hoger dat kinderen arbeid verrichten en 50 % hoger dat ze gevaarlijke arbeid verrichten. Ook klimaatverandering en daaraan gerelateerde rampen en grondstoffentekorten raken kinderen eerst. Meer dan 99 % van de doden die tot nu gelinkt werden aan klimaatverandering vielen in ontwikkelingslanden en daarvan zijn 80 % kinderen. 500 miljoen kinderen leven in regio's met hoge risico's op overstromingen.

2.1. Kinderrechten in Belgisch Buitenlands Beleid

Ons land maakt van kinderrechten een prioriteit in haar buitenlands beleid. Zo zette België de problematiek van kinderen in gewapende conflicten op de agenda van de VN-Veiligheidsraad tijdens haar voorzitterschap in februari 2020.

In 2005 werd de promotie van kinderrechten het vierde transversale thema van de Belgische ontwikkelingssamenwerking, naast gender, leefmilieu en sociale economie. Sinds 2008 bepaalt de strategienota "Eerbied voor de Rechten van het Kind" op welke manier België het sectoroverschrijdend thema Kinderrechten in de praktijk brengt. Sinds de wet betreffende de Belgische ontwikkelingssamenwerking van 19 maart 2013 zijn kinderrechten niet langer een transversaal thema, maar werden ze onder de hoofding mensenrechten ingedeeld bij de nieuwe categorie van prioritaire thema's.

Dit is een stap terug⁵. Door kinderrechten onder de bredere noemer mensenrechten te plaatsen, riskeren we dat er in de Belgische ontwikkelingssamenwerking niet genoeg rekening mee gehouden zal worden. Het is cruciaal dat in alle aspecten van het buitenlands beleid een geïntegreerde en specifieke aanpak rond kinderrechten wordt uitgewerkt. Specifieke aandacht

⁵ <http://www.platformedroitsdelenfant.be/wp-content/uploads/2018/12/PKIO-m%C3%A9morandum-%C3%A9lections-2019-1.pdf>.

⁵ www.platformedroitsdelenfant.be/wp-content/uploads/2018/12/PKIO-verkiezingsmemorandum-1.pdf.

l'intersection entre les droits de l'enfant, les droits des filles et les droits de la femme.

L'attention portée aux droits de l'enfant est essentielle pour briser le cycle intergénérationnel de la pauvreté; elle constitue ainsi un moteur potentiel de croissance pour le progrès économique. De plus, la Banque mondiale a calculé que chaque euro investi dans les enfants rapporte 7 euros à la société.

3. Droits des filles

La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) constituent, en combinaison avec leurs protocoles facultatifs, un cadre important pour la protection et la promotion des droits de l'enfant. Cependant, ces conventions manquent de spécificité et ne mettent pas l'accent sur l'intersectionnalité, si bien que les besoins spécifiques des filles à travers le monde restent invisibles. L'interprétation et l'application actuelles des instruments internationaux en matière de droits humains ne suffisent pas pour protéger toujours adéquatement les filles contre la discrimination et la marginalisation. L'autonomisation des filles nécessite une approche plus holistique et plus audacieuse, ainsi que des actions complémentaires à l'intersection des programmes d'action visant les droits de l'enfant et les droits de la femme⁶. Un envoyé spécial pourrait souligner l'interdépendance entre le genre, l'ethnicité, la classe sociale, l'orientation sexuelle et l'âge, ainsi que l'impact de cette interdépendance sur le vécu des filles et sur leur position dans la société. L'approche intersectionnelle de ces catégories nécessite des analyses plus complexes des problèmes concernant les filles, ainsi que des solutions plus élaborées.

4. COVID-19

Au printemps 2020, l'épidémie de COVID-19 s'est transformée en une pandémie qui place les pouvoirs publics devant des défis majeurs. Dans le monde entier, des centaines de millions de femmes et d'enfants seront probablement confrontés à des menaces croissantes pour leur sécurité et leur bien-être par suite des mesures prises pour contrer la propagation de la pandémie de COVID-19. Les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables à cet égard en raison de leur rôle social et reproductif, de leurs tâches liées à la sécurité alimentaire des ménages et du rôle qu'elles jouent dans l'approvisionnement en bois et en eau. Dans le monde entier, les femmes et les filles consacrent pas moins de 12,5 milliards d'heures à des tâches ménagères et familiales non rémunérées.

⁶ www.planinternational.be/sites/default/files/2018-02/report_girlsrightsarehumanrights_en.pdf.

is nodig voor de intersectie tussen kinder-, meisjes- en vrouwenrechten.

Aandacht voor kinderrechten is een essentiële voorwaarde voor het doorbreken van een intergenerationele cyclus van armoede en betekent daardoor een potentiële groeimotor voor economische vooruitgang. De Wereldbank berekende daarnaast dat elke euro die in kinderen wordt geïnvesteerd, maatschappelijk 7 euro opbrengt.

3. Meisjesrechten

Het verdrag over de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen (CEDAW) en het Verdrag inzake de rechten van het kind (CRC) vormen samen met hun facultatieve protocollen een belangrijk kader voor de bescherming en bevordering van de kinderrechten maar missen de specificiteit en de focus op intersectionaliteit (of kruispuntdenken). Hierdoor blijven de specifieke noden van meisjes wereldwijd onzichtbaar. De huidige interpretatie en de toepassing van internationale mensenrechteninstrumenten is niet voldoende om meisjes even adequaat te beschermen tegen discriminatie en marginalisatie. De empowerment van meisjes vereist een meer holistische en gedurfde aanpak, evenals aanvullende acties tussen de agenda's van kinderrechten en vrouwenrechten⁶. Een speciaal gezant kan de nadruk leggen op de verwevenheid tussen gender, ethniciteit, klasse, seksuele oriëntatie en leeftijd, en de impact hiervan op het leven en de positie van meisjes in de samenleving. Het intersectioneel benaderen van deze categorieën vraagt complexere analyses en oplossingen voor de problemen van meisjes.

4. COVID-19

In het voorjaar van 2020 is het COVID-19-virus uitgegroeid tot een pandemie die overheden voor grote uitdagingen stelt. Honderden miljoenen vrouwen en kinderen over de hele wereld zullen waarschijnlijk te maken krijgen met toenemende bedreigingen voor hun veiligheid en welzijn door de acties die ondernomen worden om de verspreiding van de COVID-19-pandemie tegen te gaan. Vrouwen en meisjes zijn extra kwetsbaar omwille van hun sociale en reproductieve rol (zorg), hun taken met betrekking tot de voedselzekerheid van gezinnen en hun rol bij het verzamelen van hout en water. Wereldwijd besteden vrouwen en meisjes maar liefst 12,5 miljard uur aan onbetaald zorgwerk.

⁶ www.planinternational.be/sites/default/files/2018-02/report_girlsrightsarehumanrights_en.pdf.

Elles sont par ailleurs beaucoup plus souvent employées que leurs homologues masculins dans le secteur informel, qui occupe 740 millions de femmes dans le monde. Dans les pays en développement, ce secteur représente deux tiers des emplois occupés par les femmes. Un rapport de l'*Institute for Fiscal Studies* a montré qu'au Royaume-Uni, pendant le confinement, les mères étaient une à cinq fois plus exposées au risque de perdre leur emploi que les pères de famille⁷. Lors d'autres crises sanitaires également, comme celle du virus Ébola au Liberia en 2013-2016, les femmes ont proportionnellement perdu plus souvent leur emploi et il leur a fallu beaucoup plus de temps avant de retrouver un emploi.

L'UNESCO indique que 1,54 milliard d'enfants et de jeunes n'ont pas pu aller à l'école à travers le monde. Cette situation a d'abord causé d'importants retards d'apprentissage affectant, en particulier, les groupes socio-économiques les plus faibles mais, indirectement, la fermeture des écoles a aussi eu un impact majeur sur les violences physiques et sexuelles à l'encontre des filles. Dans les pays où des lignes d'assistance téléphonique pour les violences sexuelles existent, celles-ci ont enregistré jusqu'à 40 % d'appels supplémentaires durant le confinement⁸. Dans certains pays en développement, des parents marient leurs filles pour de l'argent afin de pouvoir satisfaire certains besoins fondamentaux. Au Sierra Leone, durant la crise du virus Ébola, le nombre de grossesses parmi les adolescentes a augmenté de 65 %, bon nombre de ces filles n'étant jamais retournées à l'école. Selon l'ONG *Marie Stopes International*, jusqu'à 9,5 millions de femmes et de filles ne pourront pas, cette année, bénéficier de services cruciaux de planning familial en raison du COVID-19, ce qui pourrait causer des milliers de décès. De plus, la crise sanitaire entraîne l'annulation ou le report de campagnes de prévention contre les mutilations génitales, si bien que, cette année, ces pratiques pourraient faire quelque deux millions de victimes supplémentaires⁹.

Un envoyé spécial belge pour les droits de la femme et de l'enfant

La Belgique doit montrer l'exemple en matière de protection des droits de l'enfant et de la femme. Ces droits ne sont pas secondaires et doivent être au cœur de notre politique étrangère. L'ensemble des personnes et des institutions actives dans le domaine de la politique

Daarnaast zijn ze veel vaker tewerkgesteld in de informele sector, het gaat om 740 miljoen vrouwen wereldwijd. In ontwikkelingslanden gaat het om twee derde van alle jobs voor vrouwen. Uit een rapport van het "*Institute for Fiscal Studies*" bleek dat moeders in het Verenigd Koninkrijk één tot vijf keer meer kans liepen om hun job kwijt te raken tijdens de lockdown dan vaders⁷. Ook tijdens vorige gezondheidscrisis, zoals de Ebolacrisis in Liberia in 2013-2016 verloren vrouwen proportioneel vaker hun werk en duurde het veel langer voor zij opnieuw het werkveld betraden.

Volgens UNESCO konden wereldwijd 1,54 miljard kinderen en jongeren niet naar school. Dit leidde in de eerste plaats tot grote leerachterstanden, die vooral de zwakste socio-economische groepen raken. Maar indirect had de sluiting van de scholen ook een grote impact op het fysiek en seksueel geweld tegen meisjes. In landen waar hulplijnen voor seksueel geweld bestaan, werden tot 40 % meer oproepen gedaan tijdens de lockdown⁸. In ontwikkelingslanden worden dochters uitgehuwelijkt en verkocht om in basisbehoeften te voorzien. Tijdens de Ebolacrisis steeg het aantal tienerzwangerschappen in Sierra Leone met 65 %. Veel van die meisjes keerden nooit terug naar school. Volgens Marie Stopes International zullen tot 9,5 miljoen vrouwen en meisjes dit jaar door COVID-19 vitale gezins-planningsdiensten kunnen missen met mogelijk duizenden doden tot gevolg. Door de crisis komen bovendien preventiecampagnes tegen genitale verminking onder druk te staan. Geschat wordt dat twee miljoen extra slachtoffers bij zullen komen⁹.

Belgische speciaal gezant voor kinder- en vrouwenrechten

België moet inzake bescherming van kinder- en vrouwenrechten een voorbeeldrol aannemen. Kinder- en vrouwenrechten zijn geen niche en moeten centraal in ons buitenlands beleid staan. Alle actoren en instituten die actief zijn in het buitenlands beleid moeten nagaan

⁷ [www.thelancet.com/journals/laninf/article/PIIS1473-3099\(20\)30568-5/fulltext](http://www.thelancet.com/journals/laninf/article/PIIS1473-3099(20)30568-5/fulltext).

⁸ www.unwomen.org/en/news/stories/2020/4/statement-ed-phumzile-violence-against-women-during-pandemic.

⁹ info.planinternational.be/fr/aidez-les-filles-a-sortir-de-la-crise

⁷ [www.thelancet.com/journals/laninf/article/PIIS1473-3099\(20\)30568-5/fulltext](http://www.thelancet.com/journals/laninf/article/PIIS1473-3099(20)30568-5/fulltext).

⁸ www.unwomen.org/en/news/stories/2020/4/statement-ed-phumzile-violence-against-women-during-pandemic.

⁹ info.planinternational.be/nl/help-meisjes-uit-de-crisis.

étrangère doivent s'assurer que leurs actions promeuvent de manière conséquente les droits de l'enfant, de la fille et de la femme.

Afin de coordonner cette politique, la présente résolution demande la désignation d'un "envoyé spécial pour les droits de la femme et de l'enfant" qui sera appelé à renforcer notre diplomatie, à diffuser les principes des droits de l'enfant et de la femme au niveau international, et à placer systématiquement les intérêts des enfants, des filles et des femmes au premier plan de la politique étrangère de la Belgique.

La présente proposition de résolution se situe dans le droit fil de plusieurs passages de l'accord de gouvernement fédéral de 2020, qui indique notamment que "[l]a Belgique joue un rôle international de premier plan dans le domaine des droits de l'enfant, de la dimension du genre et de l'égalité des genres" et que "[l]e gouvernement se concentrera sur les principes du droit international et des droits humains universels". Ces principes doivent être à la base de toutes les relations entre la Belgique et ses partenaires et de toutes les politiques qu'elle met en œuvre près ou loin de chez nous.

of hun acties consequent de rechten van kinderen, meisjes en vrouwen ten goede komen.

Om dergelijk beleid te coördineren pleit deze resolutie ervoor om een "speciale gezante voor vrouwen- en kinderrechten" aan te duiden. Deze gezant versterkt onze diplomatie, draagt de principes van kinder- en vrouwenrechten internationaal uit zet consistent de belangen van kinderen, meisjes en vrouwen voorop in Belgisch buitenlands beleid.

Dit voorstel van resolutie ligt in lijn met verschillende passages uit het federale regeerakkoord van 2020. Zo staat er: "België speelt een internationale voortrekkersrol wat betreft de kinderrechten, genderdimensie en gendergelijkheid." Ook maakt de regering het engagement om "principes van internationaal recht en universele mensenrechten" centraal te plaatsen. Deze principes moeten aan de basis liggen van alle betrekkingen die België met zijn partners onderhoudt en van alle beleid dat het nabij of verafgelegen ten uitvoer brengt.

Els VAN HOOFF (CD&V)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

A. vu l'arsenal juridique international visant à protéger les droits de l'enfant, dont la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant et les protocoles additionnels;

B. considérant que les droits de l'enfant ne sont plus considérés comme un thème transversal depuis la loi du 19 mars 2013 relative à la coopération belge au développement, mais comme un thème prioritaire sous le plus large dénominateur des droits de l'homme;

C. vu l'arsenal juridique international visant à protéger les droits de la femme, dont la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Conférence mondiale sur les femmes de Pékin en 1995, la résolution 1325 et la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique;

D. considérant que le genre est un thème transversal dans la coopération belge au développement et que la note stratégique "Le genre dans la Coopération belge au développement" d'avril 2016 accorde une place centrale au genre dans la politique de développement belge;

E. considérant qu'en dépit des progrès globaux, des millions d'enfants et de femmes continuent d'être quotidiennement victimes de violence, de discrimination et d'exploitation;

F. vu les défis spécifiques que doivent relever les filles en raison de leur âge et de leur genre;

G. vu l'impact négatif de la pandémie de COVID-19 sur la situation des femmes, des enfants et des filles à travers le monde;

H. vu le nombre croissant de preuves scientifiques qu'une politique étrangère accordant une place importante à la dimension du genre rend le monde plus durable, plus sûr et plus prospère;

I. considérant qu'il n'y a pas encore d'intégration systématique des droits de l'enfant et de la femme dans tous les aspects de la politique étrangère;

J. vu l'accord de gouvernement fédéral de 2020, qui précise que la Belgique joue un rôle international de premier plan dans le domaine des droits de l'enfant, de la dimension du genre et de l'égalité des genres, et

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

A. gelet op het internationaal wettelijk instrumentarium ter bescherming van kinderrechten, waaronder het VN-Verdrag inzake de rechten van het kind en de aanvullende protocollen;

B. overwegende dat kinderrechten sinds de wet betreffende de Belgische ontwikkelingssamenwerking van 19 maart 2013 niet langer als transversaal thema worden beschouwd, maar als prioritair thema onder de bredere noemer van mensenrechten;

C. gelet op het internationaal instrumentarium ter bescherming van vrouwenrechten, waaronder het Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen, de wereldvrouwenconferentie in Peking in 1995, resolutie 1325 en het Verdrag van de Raad van Europa inzake het voorkomen en bestrijden van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld;

D. gelet op het feit dat gender een transversaal thema is in de Belgische ontwikkelingssamenwerking en de Strategienota "Gender in de Belgische Ontwikkelingssamenwerking" uit 2016 die gender centraal plaatst in het Belgisch ontwikkelingsbeleid;

E. gelet het feit dat ondanks de globale vooruitgang, nog steeds miljoenen kinderen en vrouwen dagelijks slachtoffer worden van geweld, discriminatie en uitbuiting;

F. gelet op de specifieke uitdagingen die meisjes vanwege hun leeftijd en gender ondergaan;

G. gelet op de negatieve impact van de COVID-19-pandemie op de situatie van vrouwen, kinderen en meisjes wereldwijd;

H. gelet op toenemend wetenschappelijk bewijs dat een gendersensitief buitenlands beleid de wereld een duurzamer, veiliger en welvarender plaats maakt;

I. overwegende dat er nog geen sprake is van een systematische integratie van kinder- en vrouwenrechten in alle aspecten van het buitenlands beleid;

J. gelet op het federaal regeerakkoord van 2020 dat stelt dat België een internationale voortrekkersrol speelt wat kinderrechten, genderdimensie en gendergelijkheid betreft en dat principes van universele mensenrechten

que les principes des droits humains universels doivent sous-tendre toutes les relations que la Belgique entretient avec ses partenaires;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

1. de renforcer la diplomatie belge en désignant un “Envoyé spécial pour les droits de la femme et de l’enfant” qui défende les intérêts des enfants et des femmes dans la politique étrangère de la Belgique et qui véhicule sur la scène internationale les principes des droits de l’enfant et de la femme et les inscrive à l’agenda des institutions de développement internationales, dont la Banque mondiale, les agences des Nations unies et les institutions européennes;

2. d’appliquer une approche fondée sur les droits de l’enfant et de la femme dans la lutte mondiale contre la pandémie de COVID-19;

3. d’élaborer une politique étrangère intégrée, sensible à la dimension du genre, en accordant une place centrale à la protection des droits de l’enfant et de la femme dans toutes les actions que les acteurs et institutions entreprennent dans le cadre de la politique étrangère belge;

4. de porter une attention particulière aux fragilités spécifiques des filles et à l’interdépendance entre le genre, l’âge, l’ethnicité, la classe sociale et l’orientation sexuelle;

5. de porter une attention spécifique aux enfants les plus vulnérables dans le cadre de la politique étrangère, tels que les enfants en exil, les enfants qui vivent dans la pauvreté et dans des zones de conflit, les enfants handicapés, les enfants victimes de violences, les enfants privés de soins parentaux, etc.

13 octobre 2020

aan de basis moeten liggen van alle betrekkingen die België met zijn partners onderhoudt;

VRAAGT AAN DE FEDERALE REGERING

1. de Belgische diplomatie te versterken door een “speciale gezante voor vrouwen- en kinderrechten” aan te stellen die de belangen van kinderen en vrouwen in het Belgisch buitenlands beleid verdedigt en de principes van kinder- en vrouwenrechten internationaal uitdraagt en op de agenda van internationale ontwikkelingsinstellingen, zoals de Wereldbank, VN-agentschappen en de Europese instellingen plaatst;

2. een kinder- en vrouwenrechtenbenadering te hanteren bij de mondiale aanpak van de COVID-19-pandemie;

3. een geïntegreerd, gendersensitief buitenlands beleid uit te werken door de bescherming van kinder- en vrouwenrechten centraal te plaatsen in alle acties die actoren en instituties in het Belgisch buitenlands beleid ondernemen;

4. hierbij aandacht te besteden aan de specifieke kwetsbaarheden van meisjes en de verwevenheid tussen gender, leeftijd, etniciteit, klasse en seksuele oriëntatie;

5. specifieke aandacht te verlenen aan de meest kwetsbare kinderen in het buitenlands beleid, zoals kinderen op de vlucht, kinderen die leven in armoede en conflictgebieden, kinderen met een handicap, kinderen die slachtoffer zijn van geweld, kinderen zonder ouderlijke zorg,....

13 oktober 2020

Els VAN HOOF (CD&V)